

Pétrole et gaz du Canada—Loi

M. l'Orateur adjoint: On me dit qu'il reste 17 minutes au député.

M. Elzinga: Merci, monsieur l'Orateur.

Comme je le disais hier, je suis certain que tous les partis, au fond, estiment important que notre pays atteigne l'autosuffisance énergétique. Nous admettons tous qu'il est important pour nous d'exploiter nos ressources plus efficacement. Nous reconnaissons tous également que nous n'arriverons jamais à l'autosuffisance dans le domaine du pétrole et du gaz si nous n'avons pas une vigoureuse industrie pétrolière et gazière au Canada. Il importe que nos industries gazière et pétrolière soient florissantes pour compenser les maux très graves dont notre économie est atteinte comme l'inflation galopante qui nous afflige. Par ailleurs, il importe que nos industries gazière et pétrolière soient florissantes en raison du très grand nombre de Canadiens que ces industries emploient.

La principale différence tient à notre façon d'envisager les moyens d'atteindre l'autarcie énergétique. J'en ai dit un mot lorsque j'ai participé au débat sur cette mesure mardi soir dernier, et j'ai expliqué en quoi les moyens que nous mettrions en œuvre pour assurer la prospérité de ces industries diffèrent de ceux du Parti libéral et du Nouveau parti démocratique.

Nous sommes tout à fait en faveur de la canadianisation, mais nous entretenons de sérieuses réserves au sujet de la nationalisation. Je pense que les Canadiens ont été troublés lorsqu'ils ont vu notre ministre de l'énergie s'installer confortablement et déguster un morceau de gâteau pour marquer le premier anniversaire du programme énergétique national. Ce sont les Canadiens qui paient pour ce gâteau, mais ils n'ont même pas la possibilité d'y goûter. En fait, ils ont de moins en moins à manger à cause des programmes désastreux du gouvernement.

Le gouvernement libéral actuel voudrait faire croire aux Canadiens que c'est toute une bande de capitalistes américains bien gras qui mènent notre industrie pétrolière. Vous seriez étonné, monsieur l'Orateur, du nombre de nos concitoyens qui investissent dans cette industrie. Je veux parler de nos citoyens de l'Age d'or. Bien des veuves comptent pour vivre sur les dividendes qu'elles touchent de ces différentes sociétés.

● (1550)

Notre premier ministre (M. Trudeau) distribue d'une main une poignée de dollars pour augmenter la pension de vieillesse mais il en reprend ensuite quatre fois plus en laissant dégringoler la valeur des actions des sociétés pétrolières transigées à la bourse. Les ministériels sont-ils sensibles au sort de ces personnes qui ont investi de petites sommes dans l'industrie pétrolière afin de tirer profit de l'exploitation de nos ressources? Il semble bien que non. On constate trop souvent qu'ils nagent dans l'abstrait. Ils n'ont que faire des cas particuliers, des Canadiens en difficulté. Je songe à ceux qui se sont dépensés sans compter pour exploiter nos ressources et qui constatent maintenant que le gouvernement, en faisant rétroactivement main basse sur 25 p. 100 des titres de propriété des terres du Canada, leur vole soudain littéralement une partie de ce qu'ils ont eu tant de mal à obtenir. Ils ont travaillé et investi pendant des années, et voilà que nos honorables vis-à-vis volent littéralement 25 p. 100 des richesses que ces gens ont eu tant de mal à mettre en valeur. Il s'agit d'une approche théorique totalement différente de la nôtre, dont nous avons donné beaucoup d'exemples.

J'ai fait une brève allusion au budget que nous avons présenté en 1979, et j'ai fait quelques comparaisons avec la situation actuelle. Ce ne sont pas les gouvernements qui ont construit le Canada. Notre pays a été bâti par de simples citoyens qui étaient prêts à y consacrer leur vie. Ils ont créé une œuvre dont les générations suivantes peuvent jouir, et nous avons une énorme dette de gratitude à leur égard. Pourtant, le gouvernement actuel ne fait preuve d'aucune gratitude envers eux. Il les pénalise pour avoir si bien travaillé.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, notre parti est en faveur du concept de la canadianisation à 50 p. 100. Nous encourageons la participation directe des Canadiens à la mise en valeur de nos ressources. Petro-Canada est un excellent exemple de l'attitude du gouvernement libéral. Celui qui dirige Petro-Canada en a long à dire au sujet de la mise en valeur de nos ressources, mais je crois savoir qu'à une certaine époque il est venu bien près d'être congédié d'un emploi subalterne à la société pétrolière Imperiale. Voilà maintenant qu'il dirige un organisme gouvernemental et qu'il brasse des milliards de dollars.

C'est le secteur de l'énergie qui est en cause. Quand j'entends mes amis néo-démocrates, à ma gauche, se déclarer en faveur d'un crédit d'impôt à l'énergie pour ceux qui ne peuvent absorber la hausse des coûts de l'énergie, je trouve cela totalement inacceptable. Les Néo-démocrates ont voté contre cette mesure quand nous l'avons présentée dans notre budget de 1979. Ils ont voté contre les mesures progressives que nous voulions prendre pour venir en aide à ces citoyens qui sont écrasés sous le fardeau de la hausse des coûts de l'énergie. Et pourtant, ils ont demandé aujourd'hui au gouvernement d'appliquer exactement ce contre quoi ils se sont prononcés. L'hypocrisie de ce parti ne cesse jamais de m'étonner.

Un certain nombre de députés qui sont intervenus dans ce débat ont déclaré, qu'à leur avis, il importe que le Canada devienne auto-suffisant sur le plan énergétique. Je veux parler notamment du député de Calgary-Sud (M. Thomson) qui a montré que l'administration actuelle ne parviendrait pas à atteindre cet objectif. Si le gouvernement libéral poursuit sa politique actuelle, nous ne pourrions jamais parvenir à vivre en autarcie dans ce domaine.

J'ai été heureux d'apprendre hier soir, à la télévision, que l'Alberta avait diminué son barème de redevances ce qui va accroître les travaux de mise en valeur dans cette province. Je voudrais bien que le gouvernement fédéral prenne lui aussi quelques mesures encourageantes pour que ce secteur puisse retrouver la vitalité qu'il avait avant l'entrée en vigueur du programme énergétique national.

Je ne veux pas rabâcher ce que nous avons essayé d'accomplir par le biais du budget et de certaines propositions que nous avons faites au cours des neuf mois que nous avons passés au gouvernement. Toutefois, je crois, qu'à la base de toutes les initiatives que nous avons prises tant à la Chambre que dans tout le Canada il y avait notre profonde foi dans nos concitoyens en tant qu'individus. Je suis intimement convaincu que le particulier habitant dans ma circonscription de Pembina peut prospérer au Canada, à condition toutefois que le gouvernement fédéral prenne des initiatives qui lui permette de posséder sa maison et de participer directement à la mise en valeur de nos ressources. J'espère que les députés d'en face comprendront en quoi il est sage de préconiser une telle